

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 LORIENT

LORIENT, le 23/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DEPOT PETROLIER DE LORIENT SEIGNELAY**

Port  
56100 LORIENT

Références : 2022/DREAL/SPPR/TH  
Code AIOT : 0005501834

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement DEPOT PETROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay 56100 LORIENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEPOT PETROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay 56100 LORIENT
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire de LORIENT :

- le dépôt de Seignelay comprenant 6 bacs essences ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du seuil haut du classement SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté

préfectoral du 5 janvier 1982, complétées ou modifiées par les arrêtés complémentaires du 5 mai 1986, 5 juillet 1990, 17 décembre 2001, 16 mai 2002, 21 août 2006, 17 juillet 2008, 30 novembre 2009, 17 octobre 2011 et 3 décembre 2013 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Politique de prévention des accidents majeurs et système de gestion de la sécurité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
4	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 30/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
5	Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 31/05/2014, article Annexe I.6	/	Sans objet
6	Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 31/05/2014, article Annexe I.6	/	Sans objet
7	Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 31/05/2014, article Annexe I.6	/	Sans objet
8	Audits et revue de direction	Arrêté Ministériel du 01/06/2014, article Annexe I.7	/	Sans objet
9	Audits et revue de direction	Arrêté Ministériel du 01/06/2014, article Annexe I.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Organisation, Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une absence imprévue du chef de dépôt adjoint, durant les congés du directeur général, une suppléance a été mise en place à partir du 10 août 2022 jusqu'à fin août 2022. L'inspection a donc pour objectif de s'assurer que la direction provisoire mise en place dispose bien de tous les moyens et prérogatives nécessaires à la direction d'un site SEVESO seuil haut jusqu'au 31 août 2022, date de retour du directeur général.

Il ressort des échanges et constatations réalisés au cours de l'inspection que la direction provisoire dispose bien des compétences techniques nécessaires mais que ses attributions doivent être complétées afin de couvrir l'ensemble des responsabilités afférentes. Il apparaît également qu'un suivi plus précis des opérations de maintenance est nécessaire afin que le suivi des mesures de maîtrise des risques soit mis en oeuvre selon les dispositions prévues par l'exploitant. Le rôle de la direction provisoire en cas de déclenchement d'un plan d'urgence doit également être clarifié.

Cette inspection avait également pour objectif de comprendre comment la situation à l'origine de ce mouvement très récent au niveau de la direction avait pu survenir dans un établissement dont le fonctionnement est encadré par un système de gestion de la sécurité eu égard aux enjeux de sécurité.

Il apparaît nécessaire à l'issue de l'inspection que le système de gestion de sécurité fasse l'objet d'une revue de son fonctionnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Organisation, Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.  Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.  Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b> Suite à une absence imprévue du chef de dépôt adjoint, durant les congés du directeur général, une suppléance a été mise en place à partir du 10 août jusqu'à fin août. L'inspection a donc pour objectif de s'assurer que la direction provisoire mise en place dispose bien de tous les moyens et prérogatives nécessaires à la direction d'un site SEVESO seuil haut jusqu'au 31 août, date de retour du directeur général.</p> <p>Il ressort des échanges en inspection que la direction du site a demandé dès juillet à Raffinerie du Midi de prévoir un appui à la direction pour le mois d'août 2022. Une mission temporaire a donc été notifiée le 28 juillet 2022 par Raffinerie du Midi au chef d'un autre dépôt pétrolier qui est donc arrivé à LORIENT le 1er août. Par contre aucun document émanant de l'exploitant du dépôt de LORIENT n'a pu être présenté en inspection.</p> <p>Pour mémoire, le directeur général du dépôt n'a pas fait état de cette situation lors de l'inspection réalisée sur site par la DREAL le 20 juillet 2022.</p> <p><u>L'identification des risques et leur anticipation étant un enjeu essentiel du système de gestion de la sécurité, l'exploitant transmettra à l'inspection les écrits confirmant l'anticipation de ce besoin par la direction du site de LORIENT dès le mois de juillet 2022.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le chef de dépôt adjoint ayant ensuite été absent de manière imprévue, une délégation du 10 août 2022 a été établie au profit de la personne arrivée le 1er août afin d'assurer la fonction de chef de dépôt par intérim. Cette délégation est valable jusqu'au 31 août 2022, date de retour du directeur général.</p> <p>L'inspection constate que cette délégation couvre les domaines de la prévention des accidents majeurs, les situations accidentelles et donne une capacité d'engagement financière limitée. L'inspection souligne que cette délégation ne couvre pas tous les champs de responsabilités de la direction d'un site SEVESO notamment la gestion du personnel dont le pouvoir de sanction en cas de non-respect des règles de sécurité ou de modifier des congés pour assurer par exemple la continuité de certaines fonctions comme les astreintes de sécurité.</p> <p>Le chantier de construction du bac éthanol n'est pas explicitement couvert par cette délégation. Le chef de dépôt par intérim indique assumer de fait de telles décisions et avoir déjà dû en prendre.</p> <p>L'inspection considère donc que le chef de dépôt par intérim ne dispose pas aujourd'hui de l'ensemble des attributions nécessaires pour exercer correctement les missions de responsable d'un site SEVESO Seuil Haut.</p> <p><u>L'exploitant transmettra à l'inspection les délégations de pouvoir couvrant tous les domaines de responsabilité de la direction du site au regard des exigences du SGS. Une comparaison avec la fiche de poste du chef de dépôt adjoint pourra utilement venir en appui à l'élaboration de ces délégations de pouvoir.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b> La convention encadrant les relations entre DPL et Raffinerie du Midi ne prévoit pas la mise à disposition de personnels dans de telles conditions mais couvre la gestion des fonctions supports dont la gestion des ressources humaines. Le chef de dépôt par intérim indique pouvoir fonctionner au quotidien sans requérir l'appui de Raffinerie du Midi. Il présente une expérience de 25 ans dans ce domaine. Il a déjà exercé les fonctions de chef de dépôt adjoint sur deux sites avant d'exercer la fonction de chef de dépôt sur un troisième site depuis six ans. Cette prise de fonction n'a pas été présentée officiellement en comité social d'entreprise mais semble avoir été bien accueillie par les équipes en place. Le chef de dépôt par intérim n'a pas eu d'entretien individuel avec chacun des 13 agents afin de leur présenter la situation. Il participe à une réunion d'équipe quotidienne à 08h00. Aucune remontée de défaillance ou de difficulté sur une mesure de maîtrise des risques ne lui a été remontée pour l'instant.</p> <p>Questionné sur son attitude dans l'hypothèse d'un tel signalement, il confirme qu'il suspendrait le fonctionnement des installations concernées afin de ne pas prendre de risque avec la sécurité. Il examine la planification des opérations, le logiciel de suivi des opérations de maintenance, consacre une part importante de son temps à aller sur le terrain. Il a déjà proposé des modifications dans le suivi des travaux et des permis de feu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Questionné sur sa connaissance du plan d'opération interne et ses fonctions en situation de crise, le chef de dépôt par intérim indique qu'il n'a pas à assurer les fonctions de DOI (directeur des opérations internes) en cas de déclenchement du POI, cette fonction étant assurée par des agents d'astreinte. Cette affirmation vient contredire les dispositions prévues dans le POI de mai 2022 qui indiquent, sans davantage de précisions, que cette fonction est assurée par le "chef d'établissement, Adjoint au CDE ou Astreinte". Ainsi, la direction provisoire ne peut pas écarter la possibilité d'avoir à assurer la fonction de DOI. Il semble notamment que cette fonction de DOI reviendrait à la direction provisoire durant les heures ouvrées.</p> <p>Le chef de dépôt par intérim indique qu'une astreinte peut être mobilisée au sein de Raffinerie du Midi en cas de besoin, y compris en situation accidentelle. Un exercice POI étant prévu par mois, le chef de dépôt par intérim prévoit bien de tester le POI avant son départ.</p> <p><u>L'inspection considère que les responsabilités de la direction provisoire en cas de déclenchement du POI au sein de l'établissement ne sont pas établies et connues précisément : l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments établissant clairement la responsabilité de la direction provisoire en cas de déclenchement du POI, eu égard aux dispositions prévues dans ce POI.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Surveillance des performances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2014, article Annexe I.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles</p>
<p><b>Constats :</b> Questionné sur son appréciation de la suffisance du système de gestion de la sécurité et des moyens en place, le chef de dépôt par intérim perçoit une équipe en place solide et soucieuse des installations. Le directeur HSE de Raffinerie du Midi précise que la mise en place d'un appui au chef de dépôt adjoint est également une réponse à une demande du personnel de l'établissement.</p> <p><u>La perception des signaux faibles et leur bonne prise en considération étant un enjeu important du système de gestion de la sécurité, l'exploitant transmettra à l'inspection les écrits pouvant confirmer ces éléments.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2014, article Annexe I.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a questionné le chef de dépôt par intérim sur les points de vigilance et indicateurs lui permettant d'identifier les enjeux essentiels dans le fonctionnement de l'établissement et, par exemple, s'il effectue des contrôles par sondage ou s'il a vérifié la qualification des opérateurs réalisant des essais périodiques des mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Le chef de dépôt par intérim indique qu'il n'a pas eu le temps pour l'instant de réaliser de tels contrôles alors qu'il a besoin de pouvoir s'appuyer pleinement sur la mobilisation des équipes dans cette phase transitoire. Il indique valider les contrôles réalisés dans le cadre de la maintenance et précise que le salarié en CDD est toujours accompagné d'un opérateur du site.</p> <p>Le chef de dépôt par intérim connaît le logiciel de gestion de la maintenance, identique à celui utilisé dans le dépôt qu'il dirige depuis 6 ans. Ce logiciel prévoit automatiquement la planification des opérations de maintenance, par contre le chef de dépôt par intérim a constaté ici la nécessité d'attribuer à un agent chaque bon de travail alors que ces bons de travail sont attribués automatiquement dans le dépôt qu'il dirige depuis six ans. Il a donc proposé une modification en ce sens pour le dépôt de LORIENT.</p> <p>Les inspecteurs ont souhaité vérifier par sondage que des essais périodiques de bon fonctionnement des mesures de maîtrise des risques étaient bien planifiés ainsi qu'annoncé dans la période d'intérim de la direction de ce site. L'examen réalisé en salle du logiciel de gestion de la maintenance au cours de l'inspection montre par exemple que l'opération « essai hebdomadaire groupe DCI émulseur » était planifiée le 25 juillet et a été réalisée le 29 juillet. Cet essai hebdomadaire devrait donc avoir été renouvelé deux fois à la date de cette inspection. L'examen du logiciel indique pourtant que la même opération planifiée le 1er août n'a pas été réalisée à la date de l'inspection et que l'essai suivant planifié le 15 août n'a pas non plus été réalisé.</p> <p><u>Compte tenu de la nécessité de ces essais périodiques pour garantir la disponibilité des mesures de maîtrise des risques, l'exploitant transmettra dans les meilleurs délais à l'inspection les justificatifs attestant de la bonne réalisation de cet essai périodique.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillance des performances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2014, article Annexe I.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles</p> <p><b>Constats :</b> La poursuite de l'examen de ce logiciel montre que d'autres opérations de maintenance seraient en retard comme l'opération « essai hebdomadaire groupe DCI eau » ou comme des épreuves hydrauliques d'équipements sous pression prévues fin 2021 et non réalisées à la date de l'inspection. Le chef de dépôt par intérim confirme ne pas avoir pu réaliser de telles vérifications sur les opérations de maintenance relatives aux mesures de maîtrise des risques depuis son arrivée récente. Le directeur HSE de Raffinerie du Midi indique que les opérations de contrôle réglementaire des équipements sous pression pourrait avoir été planifiées en 2021 dans le logiciel afin de bien respecter une échéance réglementaire qui pourrait être atteinte en 2022.</p> <p>L'inspection mesure la charge de travail présentée par l'intérim assuré à la direction de ce site SEVESO. <u>Cependant, compte tenu des enjeux de sécurité liés au respect des essais périodiques des mesures de maîtrise des risques et des contrôles réglementaires au titre des équipements sous pression, l'exploitant réalisera une analyse des opérations en retard dans ses outils de suivi et procédera dans les meilleurs délais à la réalisation des opérations en retard : il transmettra les éléments relatifs à cette analyse et à la bonne réalisation des opérations à l'inspection. Cette analyse ne se limitera en aucun cas aux opérations contrôlées par sondage lors de l'inspection.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2014, article Annexe I.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p><b>Constats :</b> Le système de gestion de la sécurité en place n'a pas permis d'éviter la situation rencontrée, aboutissant à la nécessité que soit désigné en urgence un chef de dépôt par intérim. Les difficultés étaient pourtant connues puisque le besoin d'un appui avait été anticipé. L'intervention d'une entité extérieure a été nécessaire pour mettre un terme à cette situation. L'inspection souligne l'importance que ce système de gestion de la sécurité reste crédible pour assurer un fonctionnement du site conforme aux responsabilités attendues de la part de l'exploitant d'un site SEVESO seuil haut. Alors que le fonctionnement quotidien et les audits internes n'ont pas permis de corriger cette situation, la crédibilité du système de gestion de la sécurité doit notamment être affirmée auprès des salariés, en charge de sa mise en œuvre au quotidien.</p> <p><u>L'exploitant indiquera s'il envisage une mise à jour de la politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité, cette mise à jour devant prévoir les dispositions visant à prévenir la répétition d'une telle situation. L'exploitant indiquera les actions qu'il envisage afin que ces mises à jour puissent s'appuyer sur des compétences spécialisées et un temps de travail suffisant, par exemple en mobilisant un prestataire externe.</u></p> <p>Compte tenu des enjeux liés au bon fonctionnement du système de gestion de la sécurité et selon les réponses de l'exploitant, l'inspection pourra être amenée à proposer qu'un audit du système de gestion de la sécurité par un cabinet spécialisé dans le domaine des facteurs humains et organisationnels soit prescrit par arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : Audits et revues de direction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2014, article Annexe I.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.  L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
<b>Constats :</b> Questionné sur la réalisation d'audits ou d'opération de surveillance de la bonne réalisation des opérations de maintenance, le chef de dépôt par intérim indique ne pas avoir pu réaliser de telles opérations depuis sa prise de poste. Le directeur HSE de Raffinerie du Midi indique que des visites de sécurité opérateurs sont réalisées par l'encadrement ou des opérateurs pour s'assurer que les essais sont réalisés dans de bonnes conditions. Ces opérations ne font l'objet d'aucune traçabilité.  <u>L'exploitant précisera les évolutions envisagées sur ces questions afin que la traçabilité nécessaire soit assurée.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet